

Dans ce second entretien¹, M. Jean-Claude Trichet, ancien président de la Banque centrale européenne, a bien voulu nous dire pourquoi il pense que l'Union européenne a toutes les chances de résister aux crises auxquelles elle est confrontée de façon récurrente.

Jean-Claude Trichet :

« L'Union européenne : un projet historique sans précédent, des défis à relever »

Philippe Lazar : Lors de notre premier entretien, en septembre 2018, nous avons beaucoup parlé de l'euro. Dans ce second entretien², nous voudrions, à la veille des élections européennes, que vous nous disiez où nous en sommes aujourd'hui, à votre avis, au sujet de l'état de l'Union et de son avenir, compte tenu du fait qu'elle existe d'ores et déjà de façon beaucoup plus intense que ne l'imaginent ceux qui mettent encore en doute sa pérennité.

UN PROJET HISTORIQUE QUI RÉSISTE AUX ÉPREUVES DU TEMPS

Jean-Claude Trichet : Je constate en effet que l'Union européenne est bien plus solide aujourd'hui que lors de sa création. Beaucoup pensaient alors qu'il s'agissait d'une expérience audacieuse, respectable

mais probablement sans lendemain. C'était une idée largement répandue aux États-Unis ou en Grande-Bretagne mais à laquelle on n'échappait pas non plus dans le reste du monde. Or ce n'est pas du tout ce qui s'est passé. L'Europe a résisté à de nombreuses crises, à commencer par la très grave crise financière qui a commencé en 2007, qui a eu son paroxysme en 2008-2009 et dont on vit encore aujourd'hui les conséquences – sans doute la crise économique et financière la plus grave qu'ait connue le monde depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Et comme je l'avais souligné lors de notre premier entretien, c'est non seulement l'Union qui a résisté mais c'est aussi la zone euro, qu'on aurait pu croire affaiblie et qui en est au contraire ressortie intacte, confirmant sa résilience.

¹ Le premier entretien a été publié dans le numéro 43 (octobre 2018) de la revue.

² Réalisé le 1^{er} mars 2019.

P.L. : Comment l'expliquez-vous ?

J.-C.T. : Je crois d'abord très fondamentalement que dans une démocratie – et nos pays sont des démocraties quelles que soient les critiques portées actuellement sur le concept de démocratie représentative – les grandes décisions ne peuvent pas être prises contre un large sentiment majoritaire des peuples concernés. Nous l'avons bien vu lors de la crise grecque : les Grecs ne voulaient sortir ni de l'Europe ni de la zone euro et leur gouvernement a dû en prendre acte. De la même façon les Italiens, aujourd'hui, en dépit des propos initiaux de leurs dirigeants, ont accepté de négocier et ont trouvé un accord avec la Commission européenne. C'est que la popularité de l'euro et de l'Europe en Italie est forte et a récemment augmenté. Et l'on voit bien, un peu partout en Europe, que les partis de tendance antieuropéenne sont obligés de mettre de l'eau dans leur vin de ce point de vue car ils savent qu'ils ne seraient pas suivis s'ils ne le faisaient pas ! Je me plais à citer, à ce propos, la phrase-test utilisée de façon récurrente par l'Eurobaromètre dans ses mesures de l'évolution de l'opinion publique européenne : « Une Union économique et monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro ». Elle reçoit aujourd'hui plus de 75% d'approbations dans les pays de la zone euro. Ce soutien populaire est le principal succès de la monnaie unique. Nos concitoyens européens accompagnent le projet ambitieux de construction européenne qu'est l'Union et soutiennent très majoritairement celui de la monnaie unique, qui réunit 19 pays et plus de 340 millions d'Européens.

Quelle sera l'Europe de demain ?

Les racines de la Communauté sont fortes maintenant et elles vont loin dans le sol d'Europe. Elles ont survécu à de mauvaises saisons, elles peuvent en supporter d'autres. Quand on voit la persistance du sentiment européen dans ce décor en pleine mutation et la stabilité des institutions communautaires, on ne peut douter qu'il s'agisse d'un puissant mouvement de fond à la mesure des époques de l'histoire.

Jean Monnet³

P.L. : Il existe pourtant une réticence vis-à-vis de l'Europe institutionnelle ? Le « C'est la faute à l'Europe » fait quand même partie de ce que l'on entend souvent, non ?

J.-C.T. : On l'entend en effet très souvent et il faut en tenir compte. Mais ce qui est non moins frappant – et les enquêtes d'opinion d'Eurobaromètre le confirment régulièrement – est que les Européens sont beaucoup plus méfiants vis-à-vis de leurs propres institutions nationales que des institutions européennes. Le Parlement européen bénéficie de plus de confiance en moyenne que les Parlements des pays-membres. Et il en est sans doute de même vis-à-vis de la Commission européenne par rapport aux gouvernements des États. Il existe actuellement – c'est un phénomène très général, nullement propre à notre continent et fort préoccupant – un sentiment de frustration largement répandu dans une fraction importante de la société. Assez curieusement, l'Europe et ses institutions en sont moins victimes que les institutions nationales, contrairement à ce qui est souvent l'opinion dominante au Royaume-Uni ou aux États-Unis.

³ Jean Monnet, *Mémoires*, Poche 2007.

Extraits du célèbre discours de Winston Churchill, le 19 septembre 1946, à Zurich

Après avoir évoqué les malheurs de l'Europe continentale liés aux deux guerres mondiales, Churchill poursuivait en proposant « un remède » : « En quoi consiste ce remède souverain ? Il consiste à reconstituer la famille européenne, ou tout au moins la plus grande partie possible de la famille européenne, puis de dresser un cadre de telle manière qu'elle puisse se développer dans la paix, la sécurité et la liberté. Nous devons ériger quelque chose comme les États-Unis d'Europe ».

Et de faire alors une déclaration jugée par lui « étonnante » (nous étions en 1946) : « Le premier pas vers une nouvelle formation de la famille européenne doit consister à faire de la France et de l'Allemagne des partenaires. Seul ce moyen peut permettre à la France de reprendre la conduite de l'Europe. On ne peut pas s'imaginer une renaissance de l'Europe sans une France intellectuellement grande et sans une Allemagne intellectuellement grande. Si l'on veut mener à bien sincèrement l'œuvre de construction des États-Unis d'Europe, leur structure devra être conçue de telle sorte que la puissance matérielle de chaque État sera sans importance. Les petits pays compteront autant que les grands et s'assureront le respect par leur contribution à la cause commune ».

Après ces propositions prémonitoires, Churchill n'en concluait pas moins d'une façon que les tenants du Brexit peuvent sans doute faire leur : « La Grande-Bretagne, le Commonwealth des nations britanniques, la puissante Amérique, et, je l'espère, la Russie soviétique – car tout serait alors résolu – doivent être les amis et les protecteurs de la nouvelle Europe et défendre son droit à la vie et à la prospérité ».

UN SOUTIEN POPULAIRE QUI PEUT PARAÎTRE PARADOXAL

P.L. : D'où provient dès lors ce soutien populaire aux institutions communautaires à la différence du Royaume-Uni ? N'est-il pas paradoxal compte tenu des critiques qu'on entend si souvent formuler quand on prononce le mot « Europe » ?

J.-C.T. : Ce soutien a sans doute des origines multidimensionnelles complexes. L'une d'entre elles résulte des histoires différentes du continent européen et du Royaume-Uni. Ce dernier s'est construit au XIX^e siècle un empire mondial impressionnant pendant que les pays continentaux, depuis des siècles, s'affrontaient les uns les autres en conflits récurrents. Le fameux discours « pro-européen » de Churchill en 1946 à Zurich est éloquent : l'Empire britannique est l'un des « sponsors » de l'Europe unie mais il n'en fait pas partie ! Par ailleurs en partie protégé par sa situation insulaire, le Royaume-Uni – depuis Guillaume le Conquérant – n'a pas connu la guerre sur son sol, même s'il y a admirablement pris part pendant la Seconde Guerre mondiale. L'expérience est très différente partout en Europe continentale : nous savons ce qu'est l'horreur de vivre une guerre sur son propre sol, les traces de ces périodes ne sont pas effacées, en particulier bien sûr celles des abominations des deux derniers conflits mondiaux.

P.L. : Ce serait ainsi là l'une des raisons majeures de s'unir : éviter le retour de tels conflits ?

J.-C.T. : C'est en effet une dimension très importante, sans doute la plus importante : la paix et la préservation des valeurs démocratiques garanties par l'amitié retrouvée et l'intégration économique et commerciale entre les Européens. Mais ce n'est pas la seule dimension. Il y a aussi la recherche de la prospérité aidée par un marché unique de la taille de celui des États-Unis aujourd'hui et de celui des grands pays émergents aujourd'hui,

demain et après-demain. Enfin, il y a la volonté des Européens d'exercer ensemble dans certains domaines leur souveraineté, de manière à exister et à préserver leur influence au niveau mondial.

P.L. : L'adhésion massive des Européens à la monnaie unique est manifeste. L'euro est quelque chose de concret, dont ils ont la perception directe et ils y sont dès lors attachés. S'ils rejettent moins les institutions européennes que celles de leurs pays, ne peut-on penser a contrario que c'est parce qu'elles sont plus lointaines, qu'ils les connaissent moins bien que les leurs ? Le terme « Parlement européen » leur dit sans doute quelque chose mais la majorité d'entre eux a-t-elle une idée du rôle exact de la Commission ou de la Banque centrale européenne ?

J.-C.T. : Cette hypothèse est parfois avancée mais elle ne me convainc pas car il me semble que nos concitoyens disent tout autre chose dans les enquêtes d'opinion. Si l'attitude vis-à-vis des institutions européennes n'était que le reflet de l'ignorance de ce qu'elles sont, pourquoi la différence d'opinion à l'égard des institutions nationales et européennes serait-elle quantitativement aussi importante ? Pourquoi plus de confiance ? Par exemple 48% de confiance pour le Parlement européen contre 35% seulement pour les Parlements nationaux. Ou si l'on préfère pourquoi nettement moins de défiance ? 39% pour le premier contre 59% pour les autres. Et j'ajoute que le rejet des institutions européennes est plus grand en Grande Bretagne que sur le continent alors qu'il devrait



être logiquement du même ordre de grandeur s'il n'était que le simple reflet d'une ignorance à leur égard.

LE POIDS DES DIMENSIONS ÉCONOMIQUES ET STRATÉGIQUES

P.L. : L'économie intervient-elle de façon significative dans l'évolution de l'Union ?

J.-C.T. : Nous ne saurions oublier que l'Union européenne s'est d'abord constituée sur un socle économique, conformément à l'intuition extraordinaire de Jean Monnet. Et nous sommes actuellement sur le continent dans une économie réellement intégrée s'agissant des produits manufacturés (mais pas encore s'agissant des services). L'économie, son bon fonctionnement, sa prospérité, sa création d'emplois demeurent essentielles. Mais il y a d'autres dimensions essentielles en dehors de l'économie et de la monnaie : nos valeurs démocratiques, le Parlement élu au suffrage universel, la Cour de justice et sa jurisprudence...

Jean-Claude Trichet : « Dans une démocratie les grandes décisions ne peuvent pas être prises contre un large sentiment majoritaire des peuples concernés »



© ZOURAB KONSTANTINOVITCH TSERETELI

Le monument
« Hommage aux Pères fondateurs de l'Europe » devant la maison de Robert Schuman à Scy-Chazelles (Moselle) par l'artiste russe Zourab Tsereteli, dévoilé le 20 octobre 2012. Les statues représentent les quatre fondateurs de l'Europe - Alcide De Gasperi, Robert Schuman, Jean Monnet et Konrad Adenauer.

P.L. : En fait ce n'est pas tant du point de vue de la perception du rôle de ce secteur sur l'opinion publique que je me plaçais mais de celui de la réalité opératoire à l'échelle européenne de l'action des entreprises de dimension européenne ou mondiale... On sait que les grandes multinationales ont aujourd'hui un poids important sur le devenir de la planète, s'intéressent-elles plus spécifiquement à celui de l'Europe ?

J.-C.T. : S'agissant des entreprises en général et des grandes entreprises européennes, vous avez toujours eu en leur sein un débat sur l'Europe. L'Europe n'était pas nécessairement soutenue par la partie plus protectionniste de l'économie. On a retrouvé au sein du secteur économique privé les mêmes débats qu'au sein de la société dans son ensemble. Il faut aussi souligner que les plus grandes entreprises mondiales sont souvent aujourd'hui américaines et chinoises et pas assez souvent européennes.

P.L. : Au rang des éléments dont vous avez souligné à juste titre l'importance du point de vue de la perception par l'opinion publique du rôle à venir de l'Union européenne, quel poids faut-il accorder à la concurrence massive liée à la montée en puissance, à la fois démographique et économique, des pays en développement accéléré comme le Brésil, le Mexique, l'Inde, l'Indonésie et bien sûr la Chine, sans parler du réservoir humain en croissance explosive qu'est l'Afrique ?

J.-C.T. : Cette question est évidemment essentielle mais les risques que vous évoquez ne doivent pas en masquer d'autres, plus directs et plus proches : je fais notamment allusion aux conflits nombreux aux marges de l'Union, Proche-Orient et Afrique, en particulier subsaharienne. Par ailleurs la Russie est elle-même une puissance sans aucune bienveillance vis-à-vis de nous et on peut même la considérer comme menaçante. Les États-Unis eux-mêmes ne sont plus empathiques à l'égard de l'Union européenne et ce n'est pas seulement un problème "Trump" ! Le « pivot » asiatique des États-Unis est une expression du Président Obama. Vous vous souvenez qu'il n'y avait pas eu de réelle réaction de la part des États-Unis lors de l'occupation de la Crimée par la Russie. La chancelière Angela Merkel a tenu de ce point de vue des propos qu'on pourrait qualifier de gaulliens et qui n'étaient guère attendus dans sa bouche compte tenu de ce qu'étaient traditionnellement les relations entre les États-Unis et l'Allemagne.

Cela dit, vous avez parfaitement raison d'évoquer la question des puissances émergentes montantes dont vous avez cité certaines des plus importantes. Elles aussi disposent d'une monnaie unique, d'un marché considérable et d'une énorme capacité concurrentielle mondiale. Une raison impérative de se serrer les coudes si nous voulons résister à leur pression. Nous n'en sommes plus du tout à l'époque où la dominance économique-politique du monde reposait pour l'essentiel sur une seule puissance ! Et il semble bien que les Européens commencent à en prendre sérieusement conscience !

QUEL EST LE POIDS RÉEL DES FORCES CENTRIFUGES ?

P.L. : Les propos que nous venons d'échanger témoignent à divers titres de l'existence de forces centripètes à l'égard de l'Union européenne. Mais n'existe-t-il pas aussi des forces centrifuges, et quelle est leur influence réelle ?

J.-C.T. : Le premier facteur qui risque de compromettre le développement de l'entreprise historique qu'est la construction de l'Union européenne est l'ambition même d'un tel projet qui, il faut en avoir conscience, n'a pas de précédent historique. On n'a jamais tenté en temps de paix une entreprise aussi audacieuse. Or nous avons déjà un Parlement élu au suffrage universel, nous avons déjà une Cour suprême qui assure une jurisprudence sur l'ensemble des décisions de l'Union, nous avons déjà une monnaie unique, partagée par 19 pays sur 27. S'ils veulent aller plus loin – et ils veulent manifestement aller

Il faut compter avec le temps

La leçon de l'histoire s'inscrit dans l'âme des peuples, mais elle est lente à gagner les centres de la volonté car elle doit franchir les barrages qu'opposent l'inertie au mouvement, les habitudes au changement. [...] Il n'est pas possible d'imaginer aujourd'hui les décisions qui pourront être prises dans le contexte de demain. L'essentiel est de créer progressivement entre les hommes d'Europe le plus vaste intérêt commun géré par des institutions communes démocratiques auxquelles est déléguée la souveraineté nécessaire. Telle est la dynamique qui n'a cessé de fonctionner, brisant les préjugés, effaçant les frontières, élargissant en quelques années à la dimension d'un continent le processus qui avait au cours des siècles formé nos vieux pays. Je n'ai jamais douté que ce processus nous mène un jour à des États-Unis d'Europe, mais je ne cherche pas à en imaginer aujourd'hui le cadre politique, si imprécis sont les mots à propos desquels on se dispute : confédération ou fédération. Ce que nous préparons, à travers l'action de la Communauté, n'a probablement pas de précédent. Cette Communauté est fondée elle-même sur des institutions qu'il faut renforcer, tout en sachant que la véritable autorité politique dont se doteront un jour les démocraties européennes reste à concevoir et à réaliser. Ceux qui ne veulent rien entreprendre parce qu'ils ne sont pas assurés que les choses iront comme ils l'ont arrêté par avance se condamnent à l'immobilité. Personne ne peut dire aujourd'hui la forme qu'aura l'Europe où nous vivrons demain car le changement qui naîtra du changement est imprévisible. Demain sera un autre jour.

Jean Monnet³

plus loin – les Européens doivent prendre pleinement la mesure de l'ampleur de leur ambition et donc se mettre en situation de l'assumer. Nous n'avons pas de modèle pré-existant sur lequel prendre appui. Il faut inventer au fur et à mesure que nous progressons en tenant compte des leçons données par l'expérience et des défis lancés par les chocs historiques économiques et financiers mondiaux. Jean Monnet disait : « Personne ne peut dire aujourd'hui la forme qu'aura l'Europe où nous vivrons demain car le changement

qui naîtra du changement est imprévisible. » Après tout cette imprévisibilité du point d'aboutissement d'une construction historique est la marque même de l'histoire qui est en train de se faire. Ce que je peux dire c'est que, depuis son invention d'après la Seconde Guerre mondiale avec la Communauté du Charbon et de l'Acier en 1952, les extraordinaires progrès réalisés en 67 ans par la construction européenne sont le meilleur gage de l'inventivité future des Européens.

P.L. : Il faut donc, si je vous suis bien, renforcer le sentiment d'appartenance à l'Europe en montrant qu'il n'est pas contradictoire avec celui d'une appartenance nationale ?

J.-C.T. : C'est tout naturellement que les Européens, tous fiers de leurs nations, de leurs cultures et de leur histoire, ont décidé, dans certains domaines, d'exercer leur souveraineté ensemble pour s'assurer une vraie souveraineté et pas un semblant d'indépendance, sans influence. C'est l'idée qui est derrière toutes les avancées de la création européenne. Il n'y a pas de contradiction entre la fierté nationale et les décisions prises au niveau national qui sont très nombreuses et importantes et les quelques domaines dans lesquels la souveraineté est mise en commun pour être mieux exercée. Dans le cas de l'Europe, il est remarquable que la frustration d'une partie importante de nos concitoyens, qui exprime à la fois un courant nationaliste, un courant protectionniste, un courant anti-immigrants ne se traduit ni dans un rejet majoritaire de l'Europe ni dans un rejet de l'Euro comme je l'ai déjà dit.

P.L. : Cette frustration et le populisme qui en résulte seraient-ils nécessairement anti-européens ?

J.-C.T. : Non, je ne le crois pas. Les enquêtes d'opinion (Eurobaromètre) précitées ne montrent pas cela. Mais tous les pays avancés – États-Unis, Angleterre, pays européens – éprouvent la même frustration dite « populiste » d'une partie importante de leurs concitoyens. Les pays européens ne sont pas épargnés. Je l'ai dit, je ne crois pas qu'en Europe continentale la cible principale soit l'Union européenne ou l'euro. Il n'en reste pas moins qu'il faut donner des réponses sérieuses et convaincantes à nos concitoyens les plus vulnérables qui subissent difficilement les chocs de la concurrence des pays émergents et des transformations technologiques.

LA REDOUTABLE QUESTION DES POUSSÉES AUTORITARISTES

J.-C.T. : Parallèlement à la montée des populismes et prenant en partie appui sur elle, certains pays semblent s'engager dans la direction d'un autoritarisme en contradiction avec la séparation des pouvoirs ainsi qu'avec les « valeurs » dont l'Union se réclame formellement et dont le respect faisait à l'évidence partie des motivations de ses « pères fondateurs ». L'écart avec « l'idéal démocratique » auquel l'Union continue de se référer formellement risque ainsi de se creuser.

P.L. : La devise de l'Union : « Unie dans la diversité » perdrait en effet singulièrement de son sens si cette « diversité » devenait de facto

synonyme de renonciation à des valeurs communes essentielles comme le respect de la séparation des pouvoirs et bien sûr les droits de l'Homme tels qu'énoncés dans la Déclaration universelle de 1948.

J.-C.T. : Nous n'en sommes pas là mais nous devons en effet rester très vigilants vis-à-vis des ambitions d'une nouvelle « Internationale de l'autoritarisme » en cours de constitution. Ce qui est particulièrement inquiétant c'est que l'on y retrouve aussi bien des pays émergents que des pays avancés, y compris des pays européens. Tous, partisans de régimes autoritaires et tenants de la démocratie « illibérale », se retrouvent dans la critique des valeurs démocratiques reposant sur l'état de droit, la séparation des pouvoirs et les libertés auxquelles l'Europe est fondamentalement attachée. De mon point de vue, on ne peut ni ne doit accepter de compromis dans ce domaine, ni en Europe ni dans le monde.

« SAUVER LE SOLDAT EUROPE », COMMENT PEUT-ON Y CONTRIBUER ?

P.L. : Vous nous aviez rappelé, au cours de notre premier entretien en septembre dernier, que la démocratie représentative avait été progressivement créée autour du consentement à l'impôt, avec l'institution d'un contrôle parlementaire. C'est bien le versement d'une contribution à l'État qui constitue le sceau de l'attachement de chacun des citoyens à la chose commune. Et l'on voit bien aujourd'hui dans notre pays que beaucoup de nos compatriotes semblent l'avoir complètement oublié, ce qui



PHOTO EMDEE

constitue l'un des obstacles majeurs au bon rétablissement d'une paix sociale actuellement quelque peu compromise. Ne serait-il pas temps d'instituer un impôt direct européen ayant fondamentalement la fonction de nous transformer en citoyens européens sans pour autant perdre notre qualification nationale ?

J.-C.T. : On peut penser dans une perspective de long terme à un impôt supplémentaire. Mais je crois que ce n'est pas du tout une idée réaliste à court et moyen terme. N'oublions pas que tous nos concitoyens européens contribuent eux-mêmes aujourd'hui un peu au budget européen : la « Ressource TVA » est une contribution qui correspond à un taux de 0,3 % sur une assiette harmonisée. C'est un pourcentage modeste des ressources de l'Union. La grande contribution est un prélèvement sur le Revenu National Brut de chaque État membre.

**Le Parlement
européen, Bruxelles**

La Communauté n'a pas sa fin en elle-même

Elle est un processus de transformation qui continue celui dont nos formes de vie nationales sont issues au cours d'une phase antérieure de l'histoire. Comme nos provinces hier, aujourd'hui nos peuples doivent apprendre à vivre ensemble sous des règles et des institutions communes librement consenties s'ils veulent atteindre les dimensions nécessaires à leur progrès et garder la maîtrise de leur destin. Les nations souveraines du passé ne sont plus le cadre où peuvent se résoudre les problèmes du présent. Et la Communauté elle-même n'est qu'une étape vers les formes d'organisation du monde de demain.

Jean Monnet³

P.L. : Mais pourquoi ?

J.-C.T. : Tout simplement parce qu'aucun gouvernement n'est aujourd'hui en situation de l'accepter ! En revanche, on peut donner plus de pouvoirs au Parlement européen, en particulier lui donner le dernier mot lorsqu'il y a ce que j'appellerai un conflit de légitimités démocratiques, dans le domaine économique en particulier mais pas seulement. Ce sont les élus du peuple qui pourraient et devraient trancher, pas nécessairement comme à présent les chefs d'État et de gouvernement à l'occasion de leurs Conseils européens successifs, qui parfois sont autant de *happenings*. On aurait là un vrai progrès dans la démocratisation de l'Union !

P.L. : Vous parlez des représentants du peuple, j'entends « du » peuple européen. Mais, pour le moment, le Parlement européen est composé de représentants « des » peuples européens : ne serait-il pas possible d'en modifier le mode d'élection pour se rapprocher d'une représentation

plus directement européenne que multinationale ?

J.-C.T. : Là encore on peut l'imaginer dans une perspective de long terme. Je ne crois pas que ce soit possible dans l'immédiat. Mais, vous savez, lors de la crise de 2007-2008, je n'avais pas affaire au Parlement européen, à des parlementaires italiens, français ou allemands mais bien à des femmes et des hommes se considérant avant tout comme européens. Je me sentais plus proche d'eux que du Conseil européen, dont les membres siègent en tant que représentants directs des intérêts propres de chacun de leurs pays. Je ne rejette pas pour autant l'idée qu'il pourrait y avoir au Parlement un certain nombre de représentants de partis politiques européens, avec néanmoins une réserve : en cas de généralisation complète de ce concept, on se retrouverait alors avec les inconvénients de la proportionnelle intégrale, en l'occurrence le risque de voir les partis et les seuls partis gérer le choix des représentants c'est-à-dire en fait désigner leurs apparatchiks.

P.L. : Si je vous suis bien sur vos réponses à mes deux questions sur l'impôt européen et sur les modalités d'élection du Parlement européen, vous pensez qu'il faut faire preuve de réalisme, s'accrocher à ce qui existe et le faire fonctionner au mieux mais qui, au fond, ne fonctionne déjà pas si mal !

J.-C.T. : C'est en effet un bon résumé d'une grande partie de ce que je pense mais qu'il faut néanmoins compléter de la façon suivante. Il reste à faire beaucoup de choses importantes

dans le domaine de la gestion économique et monétaire de l'Europe. Il faut que nous ayons un ministre européen de l'économie, achever ce qui a été entrepris dans les domaines de l'union bancaire ou des marchés des capitaux. Il faut aussi que nous avancions dans l'application effective des règles que nous nous sommes données en termes budgétaires et économiques (et cela vaut en particulier pour notre pays qui n'est pas, en la matière, un bon élève !). Il n'y a aucune raison non plus d'accepter que nous en restions, dans notre pays comme dans d'autres, à l'actuel niveau de chômage. La crise des Gilets jaunes est de ce point de vue significative : elle met en relief que ceux qui ont un travail veulent voir leurs salaires et revenus augmenter, ce que tout le monde comprend. Mais cela ne règle pas la question la plus importante de loin pour notre économie et notre société, c'est-à-dire le chômage de masse, en particulier des jeunes non qualifiés ou très peu qualifiés. Or la persistance de ce chômage de masse est due au fait que nos coûts de production sont encore trop élevés.

P.L. : Je croyais qu'ils étaient du même ordre de grandeur en Allemagne ?

J.-C.T. : Non ! On a procédé à significativement plus d'augmentations de salaires et de coûts en France qu'en Allemagne. Ceci a conduit au plein emploi en Allemagne et au chômage de masse persistant en France. En outre, au-delà de ce que je viens de vous dire avec franchise à propos de notre pays et qui vaut pour quelques autres, il y a beaucoup de choses à faire en Europe en dehors des ques-

tions économiques et sociales. En matière de défense par exemple, ou encore de sécurité intérieure et extérieure, ou de contrôle des frontières. Tous ces domaines relèvent d'une approche fédérale beaucoup plus que nationale et nombre des citoyens européens en sont parfaitement conscients. Ce caractère très multidimensionnel de la construction européenne a été souligné par le Président de la République dans son discours de la Sorbonne. Il est remarquable qu'il y ait un fort soutien populaire pour aller plus loin dans les domaines de la défense, de la sécurité et du contrôle fédéral des frontières. C'est pourquoi je suis confiant à terme. Le renforcement de la démocratie européenne et de son expression parlementaire nous poussera dans les directions nécessaires. ☺

PROPOS RECUEILLIS ET RETRANSCRITS PAR

PHILIPPE LAZAR

PHOTOGRAPHIES DE JEAN-FRANÇOIS LÉVY